

SUD-OUEST

## Les nouvelles zones vulnérables contestées

Ils étaient mille cinq cents à Rodez (Aveyron) et cent cinquante à Toulouse (Haute-Garonne) à manifester contre le nouveau projet d'extension des zones vulnérables aux nitrates.

les élus syndicaux, mais elle a été annulée faute d'avancées



À Rodez, les manifestants avaient apporté des pancartes routières de sortie de leur commune, barrées d'un trait rouge, pour symboliser la fin de l'agriculture.

F. TOURNIER

On assiste à une vraie levée de boucliers dans le bassin Adour-Garonne, depuis que le projet de nouvelle délimitation des zones vulnérables aux nitrates d'origine agricole a été révélé. Mille six cent trente-cinq communes sont concernées par l'extension du zonage, en Aquitaine et Midi-Pyrénées, soit 80 % de plus qu'aujourd'hui. Cette évolution est liée au changement de seuil de la concentration en nitrates acceptée dans les cours d'eau, qui passe de 40 à 18 mg

par litre, un nouveau critère lié aux problèmes d'eutrophisation des eaux continentales. La mise aux normes des exploitations supposerait une évolution des pratiques culturales et des investissements dans le stockage des effluents pour les élevages. Chez les agriculteurs, la réaction n'a pas tardé. Mille cinq cents Aveyronnais, dont deux cents élus ruraux, ont manifesté leur mécontentement sur la place d'Armes de Rodez (Aveyron), le 26 août. Deux jours plus tard, cent cinquante agriculteurs du

bassin sont venus soutenir leurs représentants consulaires devant la préfecture de Toulouse. Le préfet coordinateur du bassin avait invité les représentants des chambres régionales d'agriculture (CRA) du bassin Adour-Garonne pour leur présenter la démarche de révision des zones. La rencontre s'est terminée dans les gaz lacrymogènes. Les élus des CRA ont présenté une motion au préfet. Ils y expliquent que ce projet est arbitraire, injustifiable auprès des exploitants agricoles et donc inacceptable. « Nous nous opposons à cette proposition et nous vous demandons d'obtenir du gouvernement qu'il la revoie », ont-ils intimé au préfet. Une deuxième rencontre devait avoir lieu le 4 septembre avec

### L'Aveyron très impacté

« Depuis des années, nous faisons un gros travail avec les services de l'Etat, les chambres d'agriculture et tous les responsables agricoles pour préserver la qualité de l'eau, explique Dominique Fayel, président de la FDSEA de l'Aveyron. Dans le département, nous sommes passés de quatre-vingt-dix-neuf communes concernées en 200 à dix fin 2012 ! Avec la révision des zones, elles passeraient cent soixante. Plus de cinq mille exploitations seraient concernées. Le préfet a dit que le projet n'était pas négociable et que nous devions juste discuter de modalités. Nous le refusons en bloc. Les petites exploitations seront les premières victimes. »

Florence Jacquemou

### DES AGRICULTEURS BIEN DÉCIDÉS À AGIR

Les responsables syndicaux ont prévenu les services de l'Etat : « Tous les jours, toutes les semaines, tous les mois, ils nous trouveront en travers de leur route sur ce dossier. » Christian Mazas, président de la FRSEA Midi-Pyrénées, a appelé

chaque département du bassin à mener des actions en continu, et à se préparer à un grand rassemblement de l'ensemble du bassin à l'automne, alors que le préfet de région « sera convoqué » sur une exploitation aveyronnaise.